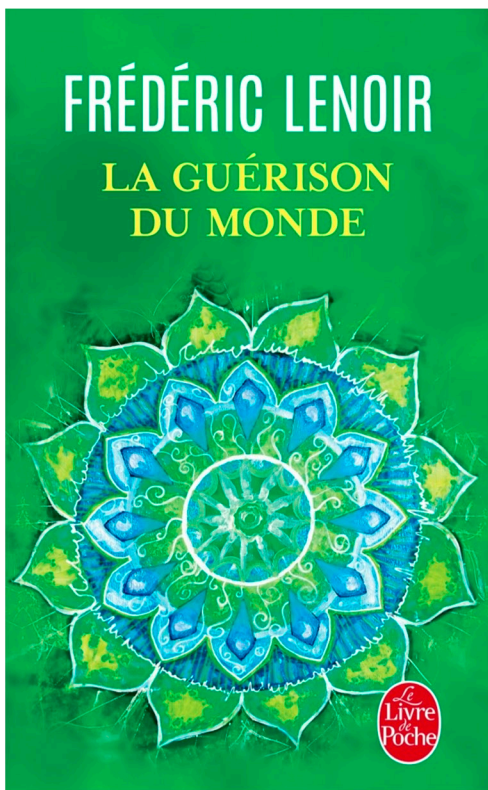


le Livre de Poche

a le plaisir de vous proposer le premier chapitre de :

La Guérison du Monde

Frédéric Lenoir



Le Livre de Poche remercie les éditions Fayard qui ont autorisé la publication de cet extrait.

FRÉDÉRIC LENOIR

La Guérison du monde

FAYARD

I

La fin d'un monde

Des bouleversements inédits

« C'est plus comme avant ! » a-t-on coutume de dire à chaque époque. Il n'existe sans doute pas une seule génération qui n'ait eu l'impression de vivre de profonds bouleversements. Le monde est en mouvement permanent. Pourtant, nous connaissons depuis deux siècles, parfois même depuis seulement quelques décennies, des mutations de très grande ampleur, inédites dans l'histoire de l'humanité. Il n'est pas exagéré de dire que le monde a plus changé entre nous-mêmes et nos arrière-grands-parents qu'entre leur époque (le début du XX^e siècle) et le monde antique. La plupart des bouleversements intervenus dans nos modes de vie sont liés à une révolution technique sans précédent dans l'histoire. Certains sont issus de processus séculaires qui se sont brutalement accélérés, comme l'urbanisation. D'autres sont apparus plus subitement, comme la globalisation de l'information. Tous ont en commun non seulement d'être le fruit de la démultiplication des découvertes technologiques, mais aussi de plon-

ger l'humanité dans une situation radicalement nouvelle. Nous allons voir quels défis, quelles mutations anthropologiques, parfois quels problèmes vitaux posent ces bouleversements. Mais commençons par pointer ces principales mutations sans équivalent dans l'histoire humaine, pourtant vieille de plusieurs centaines de milliers d'années*.

LA FIN DE LA RURALITÉ, L'EXPLOSION URBAINE

En 1800, à peine 3 % des êtres humains vivaient dans les villes : hormis les élites politiques, sociales, culturelles et religieuses, et ceux qui gravitaient autour d'elles, ainsi que quelques commerçants qui assuraient les services, l'écrasante majorité de la population mondiale était rurale. C'est là, dans les campagnes, que se trouvaient les moyens de subsistance issus de la chasse, de la pêche en rivière, de l'élevage ou de l'agriculture. La vie était rythmée par les saisons. Les migrations étaient rares. La plupart des individus naissaient et mouraient dans le même village ou dans un rayon ne dépassant pas quelques dizaines de kilomètres. Tel fut le cas pendant des millénaires, depuis que l'homme a commencé à se sédentariser, il y a environ quinze mille ans.

Le processus d'urbanisation s'est fortement accéléré en Europe à la fin du XVIII^e siècle sous l'effet de

* Le lecteur guère intéressé par ce rappel historique abondamment chiffré pourra survoler ce chapitre ou passer directement au suivant.

la révolution industrielle qui vit le jour au Royaume-Uni, puis en France, avant de toucher l'Allemagne et de gagner les États-Unis au milieu du siècle suivant.

En 1900, 15 % de la population occidentale était devenue urbaine. En 1950, ce chiffre atteignait 30 %. Le phénomène s'est ensuite développé de manière exponentielle en s'élargissant au monde entier. Ainsi, en 2008, soit tout juste deux siècles après les débuts du processus d'urbanisation, nous avons franchi le cap du *half-half* : 50 % de ruraux pour 50 % d'urbains à l'échelle mondiale. En 1900, douze villes au monde comptaient plus d'un million d'habitants. En 1950, elles étaient quatre-vingt-trois, dont deux, New York et Londres, étaient ce qu'on appelle des mégapoles, rassemblant plus de 10 millions d'habitants. Aujourd'hui, il existe vingt-trois de ces « mégavilles ».

L'urbanisation du Sud a été plus tardive que celle du Nord, mais le phénomène s'y est développé de manière beaucoup plus brutale. En effet, jusqu'au début des années 1950, la majorité des habitants du tiers monde étaient des ruraux. La colonisation, les guerres notamment civiles, la misère, l'absence de services de base (écoles, hôpitaux...) ont poussé, et continuent de pousser, de larges pans de la population vers des cités tentaculaires, grandies trop rapidement pour être équipées de véritables infrastructures ou pour avoir fait l'objet de mesures d'urbanisme conséquentes. En Chine, par exemple, le taux d'urbanisation est passé, en trente ans, de 18 à 50 %, et continue de grimper. Du fait du boom industriel, les mégapoles chinoises sont avides de

main-d'œuvre et le gouvernement encourage les agriculteurs à abandonner leurs terres pour œuvrer dans le secteur industriel et celui des services. Le pays comptait une quarantaine de grandes villes à la fin des années 1940 ; leur nombre a dépassé le millier, dont une centaine regroupe plus d'un million d'habitants. En contrepartie, et pour nourrir sa population, la Chine a opté pour une solution qui peut paraître étonnante pour un pays aussi vaste : la location ou l'achat de terres arables dans les pays pauvres – eux-mêmes sous-alimentés –, notamment le Soudan, le Tchad ou l'Éthiopie. Ainsi, au cours de ces dernières années, des États ont cédé des dizaines de millions d'hectares de terres arables à des pays étrangers, expulsant les populations locales, contraintes, à leur tour, de migrer vers les bidonvilles suburbains.

Pour s'en tenir au cas de la France, celle-ci, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, restait un pays rural dont 30 % de la population travaillait directement dans l'agriculture. Aujourd'hui, huit Français sur dix vivent dans des zones urbaines, et seulement un million de personnes participent régulièrement à l'activité des 514 800 exploitations agricoles françaises. Les petites et moyennes exploitations tendent par ailleurs à disparaître au profit de conglomerats agro-industriels, ce qui ajoute aux difficultés que connaissent les exploitants, soumis à des rythmes infernaux et concurrencés par des produits moins onéreux en provenance de l'étranger où le coût de la main-d'œuvre est moins élevé. Ceux-là, qui finissent

par renoncer, rejoignent à leur tour les rangs des nouveaux urbains.

On estime que, en 2025, de 65 à 80 % de la population mondiale sera urbaine. Nous sommes donc en train de vivre un tournant historique dont il est malaisé de jauger toutes les conséquences.

L'ÈRE DE LA VITESSE

La locomotive à vapeur a été inventée en 1805. Vingt ans plus tard fut inaugurée en Angleterre la première ligne de chemin de fer commerciale pour passagers et marchandises ; la vitesse de pointe y était le double de celle de la diligence que nos aïeux empruntaient pour se déplacer à quelque 20 km/h. Les détracteurs du rail avaient alors bondi et, à coups d'arguments « scientifiques », avaient annoncé qu'en se déplaçant à une vitesse supérieure à 50 km/h, l'homme deviendrait fou. Deux siècles plus tard, une nouvelle génération de trains roule à 360 km/h, une broutille face aux avions qui nous transportent déjà à 900 km/heure – pour ne pas parler du Concorde qui atteignait allégrement les 2 170 km/h, permettant au voyageur quittant Paris d'arriver à New York... bien avant l'heure (locale) de son départ.

La Terre s'est terriblement rétrécie. Et encore ne s'agit-il là que des déplacements physiques ! A-t-on encore réellement besoin de bouger quand, en quelques fractions de seconde, on peut se « téléporter » par visioconférence à l'autre bout de la planète

grâce à Internet ? Nous n'avons plus besoin d'aller à la poste pour acheminer une lettre, attendre qu'elle parvienne à son destinataire et que celui-ci nous réponde à son tour : un mail envoyé d'un simple clic, et l'affaire est réglée presque à la vitesse de la lumière (un signal dans un câble circule à 720 millions de km/h, contre plus d'un milliard de km/h pour la lumière). En fait, on n'a plus besoin de perdre son temps à se déplacer pour quoi que ce soit : dans un monde où les rythmes s'accélèrent, les machines nous permettent d'aller toujours plus vite. L'un des exemples les plus frappants est celui de la Bourse : il n'y a pas si longtemps, les opérations étaient cantonnées au sein de ces temples, le palais Brongniart à Paris ou le London Stock Exchange à Londres, où s'agglutinaient *traders* et autres donneurs d'ordres, et où le passage aux écrans digitaux pour afficher les cours fut perçu, en son temps, comme une avancée majeure. Mais le palais Brongniart n'existe plus – il a été transformé en centre de conférences – et le London Stock Exchange est devenu, pour les initiés, le nom du site Internet où les actions s'échangent en continu, à toutes les heures du jour et de la nuit, en temps réel et surtout à une vitesse ahurissante. Une opération aller-retour, c'est-à-dire la mise en vente, puis la vente effective d'actions, prend en moyenne... 100 microsecondes ! Cette spéculation électronique, faite par des ordinateurs surpuissants, constitue aujourd'hui l'essentiel des transactions financières aux États-Unis comme en Europe, et permet à ses acteurs d'empocher des milliards de dollars de profit chaque année. Et pourtant ce laps de temps est apparemment perçu

comme encore trop long par les *traders* qui, dans leur quête de la vitesse infinie, frétilent à la perspective de la mise en place de coûteux réseaux de fibres optiques reliant les principales places boursières, qui leur feront gagner de précieux millièmes de seconde à chaque transaction.

La vitesse de transfert des informations a fait mieux que s'accélérer : elle a été multipliée par dix millions depuis le début du *xx*^e siècle ! Oublions l'ère du télégraphe, décidément trop lointaine – et qui impliquait elle aussi un acheminement physique. Il y a trente ou quarante ans, le télex régnait encore en maître, et les télécopieurs crépitaient dans toutes les rédactions, crachant les nouvelles lettre par lettre, mot par mot. On s'impatientait autour des machines... mais on attendait. Aurions-nous encore cette incroyable patience, nous qui trépignons si Internet ne nous obéit pas au doigt et à l'œil, et qui considérons les modems et autres bas débits d'il y a dix ans comme des vestiges de l'Antiquité ? La machine doit désormais aller plus vite que notre pensée – les nouvelles machines le font d'ailleurs très bien, alignant en des temps records des calculs si complexes qu'aucun cerveau humain n'aurait pu les accomplir en moins de plusieurs semaines.

PLUS NOMBREUX ET PLUS VIEUX

L'accélération des progrès technologiques révolutionne aussi notre environnement et notre système de soins, bouleversant la démographie et notre espérance

de vie. Le 31 octobre 2011, nous avons officiellement franchi le cap des 7 milliards d'habitants sur Terre. Chiffre démentiel si on le replace sur la courbe d'évolution de la population mondiale. Au début du XVIII^e siècle, la planète comptait à peu près 650 millions d'habitants. Deux siècles plus tard, en 1900, ce chiffre avait grimpé à 1,6 milliard. La natalité n'avait pas brusquement explosé, mais les progrès, même balbutiants, en matière de médecine et d'hygiène permettaient à beaucoup plus d'enfants de survivre. Au fur et à mesure que ces progrès s'accomplissaient, notre nombre augmentait, et en octobre 1999 le cap officiel des 6 milliards d'humains était atteint. Il ne nous a pas fallu plus de douze ans, jusqu'en octobre 2011, pour grandir d'un milliard supplémentaire.

Les dernières projections de l'ONU publiées en mai 2011 montrent que cette hausse devrait se poursuivre, mais non plus de manière exponentielle – la croissance démographique ralentissant à mesure que les pays se développent économiquement et, surtout, que la condition et l'éducation des femmes s'améliorent. Une projection haute annonce 10,6 milliards de Terriens en 2050 et 15,8 milliards en 2100. Un scénario bas, moins vraisemblable selon la majorité des démographes, table sur un pic de 8,1 milliards en 2050, suivi d'un déclin qui nous ramènerait, en 2100, à 6,2 milliards. Ces différences dans les scénarios de demain s'expliquent en partie par de subtiles variations du taux de fécondité au sein des diverses populations du globe. En moyenne, ce taux est passé de 5 enfants par femme dans les années 1950

à 2,5 en 2010, avec de fortes disparités, les deux extrêmes étant Taïwan avec 0,7 enfant et le Niger avec 7 enfants par femme. Aujourd'hui, dans ce domaine, l'humanité est divisée en deux moitiés presque égales. Dans l'une, qui recouvre principalement les pays dits riches, le taux de fécondité est tombé au-dessous de 2,1 enfants par femme, ce qui ne suffit pas à assurer le renouvellement des générations et se traduit donc par une décroissance démographique accompagnée d'un vieillissement inquiétant de la population. Dans l'autre, essentiellement les pays du Sud, la fécondité reste élevée, mais à des degrés divers : pour une partie d'entre eux, notamment en Afrique, elle pourrait se traduire d'ici à 2100 par un accroissement de 250 % de la population (qui passerait de 1,2 à 4,2 milliards d'individus).

La fécondité n'est pas seule en cause dans la croissance de la démographie planétaire. Un autre facteur joue un rôle considérable : l'allongement de l'espérance de vie. Pour m'en tenir à la France, la durée de vie moyenne a, selon les chiffres de l'INED (Institut national des études démographiques), triplé en deux siècles et demi, passant de 25 ans en 1740 à plus de 80 ans aujourd'hui. À l'échelle mondiale, l'espérance de vie moyenne est, selon les statistiques de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), de 70,5 ans (76 dans les pays riches, 65 dans les pays pauvres). Elle devrait passer à 81 ans à l'horizon 2100. À condition que les maladies dites de civilisation (cancer, diabète, etc.) qui frappent les populations des pays riches n'inversent pas ces courbes à moyen terme. C'est le cas aux États-Unis, où l'espé-

rance de vie a diminué de quelques semaines depuis 2010.

Aujourd'hui, le monde compte à peu près 470 millions d'humains de plus de 65 ans. En 2025, ils seront plus de 820 millions. C'est un âge où, il y a quelques décennies à peine, on était considéré comme vieux. Désormais, la question se pose de savoir ce qu'est la vieillesse : faudra-t-il bientôt avoir 100 ans pour être considéré comme vieux ? Jusqu'à une période tout à fait récente, vivre centenaire relevait de l'inconcevable. Or, l'espérance de vie a connu un formidable bond en avant. Déjà, en 1900, selon l'INED, la France recensait 100 centenaires. Ils étaient 16 269 en 2011 ! On s'attend à ce qu'ils soient 50 000 avant 2030, voire... 200 000 en 2060. Il faut dire qu'une grande partie des efforts de la recherche médicale contemporaine porte sur le vieillissement, ou plutôt sur les moyens de le retarder, et sur des promesses de longévité. Chaque mois, près d'un millier d'articles scientifiques sont publiés autour de cette thématique. Dans le domaine de la génétique, des résultats de rajeunissement spectaculaires ont été obtenus sur des souris en intervenant sur le gène produisant une enzyme spécifique, la télomérase. D'autres manipulations ont permis de tripler la durée de vie d'un petit ver de terre. Ce n'est cependant pas l'immortalité qui est dans la ligne de mire des chercheurs : leur objectif est de nous faire vieillir en bonne santé. En matière de prévention, l'alliance de la biologie et de l'informatique (avec des disciplines comme la bioinformatique, l'intelligence artificielle, la biocybernétique, etc.) ouvre des champs d'explo-

ration qui, il y a quelques années à peine, relevaient de la science-fiction. On se dirige ainsi à grands pas vers l'ère des biopuces à ADN qui permettront de détecter les « erreurs » du métabolisme, par exemple un accès d'hypertension, une défaillance cardiaque, une chute du taux d'insuline, et d'en aviser automatiquement l'individu ou... son médecin traitant. Les applications de surveillance médicale se multiplient sur les téléphones portables, les instruments d'analyse corporelle se font de plus en plus performants. La médecine de demain sera aussi probablement celle des « pièces détachées », des organes de substitution que l'on fabriquera sur mesure à partir de cellules souches, et elle permettra de prolonger la vie... jusqu'à quelle limite ? 140 ans, selon certaines estimations qui nous font aujourd'hui sourire. Mais Buffon ne faisait-il pas rire ses contemporains quand il affirmait qu'un être humain pourrait théoriquement vivre 100 ans ?

GLOBALISATION DE L'INFORMATION

Un bouleversement médiatique majeur s'est produit le 11 septembre 2001. Ce jour-là, des kamikazes d'al-Qaïda déroutaient quatre avions dans le ciel américain, les transformant en bombes géantes. Les deux premiers avions, on s'en souvient, s'écrasèrent, à dix-huit minutes d'intervalle, sur les tours jumelles du World Trade Center, à New York. Le premier crash prit le monde entier par surprise. Pourtant, il ne fallut pas plus de deux ou trois minutes pour

que la planète entière soit informée. Il n'est plus besoin d'être à côté de son poste de radio ou de télévision, c'est Internet qui a pris le relais, l'information y circulant à la vitesse de l'éclair, alimentée par des SMS, des photos, des vidéos tournées en direct. La Toile a connu à ce moment précis son premier engorgement massif ; malgré des difficultés de connexion, des millions d'internautes purent suivre en direct l'explosion du second avion, puis les opérations de sauvetage qui suivirent. Grâce aux SMS envoyés par ceux qui étaient restés prisonniers dans les tours en flammes, nous fûmes également à même de suivre les événements « de l'intérieur », chose qui n'aurait jamais pu se produire sans les développements des technologies de la communication : téléphones portables avec leurs caméras intégrées, smartphones qui dominent aujourd'hui le marché, Internet, évidemment, grâce à quoi chacun peut sortir de son rôle de spectateur pour devenir informateur.

Il n'y a pas si longtemps, un événement planétaire mettait vingt-quatre heures à nous parvenir, parfois plus si, pour le « couvrir », les rédactions devaient dépêcher sur place leurs envoyés spéciaux qui prenaient le temps d'enquêter, puis d'écrire leurs articles, enfin de les envoyer ou téléphoner pour impression. Par ailleurs, aucun média ne pouvait couvrir toute l'information : pour des nouvelles plus spécifiques concernant telle région du monde ou tel secteur d'activité, il fallait se procurer des médias spécialisés – ou la presse du pays qui nous intéressait. En 2009, il nous a paru normal de suivre en direct

la révolte des Iraniens contre leur gouvernement par le biais de vidéos mises en ligne par les acteurs de cette révolution. Sans ces vidéos, nous n'aurions sans doute su que peu de chose de cette révolte. Pas plus que ce que nous avons su, par exemple, en 1982, du terrible massacre de Hama où, en l'espace de quelques jours, une vingtaine de milliers de civils syriens, soupçonnés de fomenter une rébellion, furent massacrés de sang-froid par les troupes gouvernementales de Hafez el-Hassad. À cet épisode préfigurant la guerre civile actuelle en Syrie, on peut opposer les événements de 2011 dits du « printemps arabe », baptisés « révolutions 2.0 » en référence au rôle prépondérant qu'y ont joué téléphones portables et réseaux sociaux sur la Toile, moyens nouveaux grâce auxquels purent être mobilisés les manifestants et alertées les opinions publiques internationales. Le phénomène de globalisation et d'instantanéité de l'information touche d'ailleurs tous les domaines : quand Lady Diana est morte en 1997, on a assisté à un emballement médiatique planétaire, de même qu'au décès de Jean-Paul II ou de Michael Jackson. Le choc des images du tsunami de 2006 ravageant les côtes asiatiques ou de celui de 2011 balayant la ville de Sendai au Japon a permis de mobiliser une aide internationale massive, constituée en partie de millions de dons venus du monde entier.

Selon les chiffres de l'Union internationale des télécommunications, une agence de l'ONU, on compte à l'heure actuelle un peu plus de 2 milliards d'utilisateurs d'Internet à travers le monde, et 5 milliards d'abonnés à la téléphonie mobile. À lui seul, Face-

book rassemble 600 millions d'inscrits qui viennent y échanger, contester, informer. Nous nous acheminons en quelque sorte vers ce paysage planétaire ainsi décrit par Edgar Morin : « La globalisation de la fin du XX^e siècle a créé les infrastructures communicationnelles, techniques et économiques d'une société-monde ; Internet peut être considéré comme l'ébauche d'un réseau neuro-cérébral semi-artificiel d'une société-monde¹. »

MONDIALISATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Ce qu'on appelle la « mondialisation », c'est la formation de liens d'interdépendance de plus en plus étroits entre les activités des habitants des différents pays du monde, ce qui implique bien entendu des transferts de biens, d'argent, de compétences, voire de personnes et d'entreprises (délocalisations). En somme, des échanges. La démarche opposée serait l'autarcie, que l'on peut également nommer positivement autosuffisance. Le mot « mondialisation » est d'apparition relativement récente : il a été introduit dans la langue française à la fin des années 1950 pour traduire le mot anglais *globalization*, et son usage s'est répandu à partir des années 1980. Mais le phénomène, au sens d'échanges économiques entre différentes parties du monde, est en fait très ancien. Depuis qu'il existe des cités, c'est-à-dire depuis cinq ou six mille ans, les unes ont vendu aux autres ce qu'elles ne savaient pas ou ne pouvaient pas produire, tout en recevant la contre-

partie en nature ou en argent. La première vaste zone d'échanges commerciaux, créée au II^e millénaire avant notre ère, allait de l'Indus aux rives sud de la Méditerranée. Les Perses, les Chinois n'ont pas tardé, quelques siècles plus tard, à prendre le train en marche. Ces échanges ont parfois suivi les conquêtes militaires, mais leur conséquence directe fut le brassage des hommes et des civilisations. En témoignent, par exemple, ces vases grecs de l'Antiquité trouvés en Chine, tel statuaire gréco-romain en Afghanistan, l'usage des épices très tôt répandu dans la région du Croissant fertile, etc. Vieille donnée historique, la « mondialisation » a cependant toujours surpris, parfois inquiété ceux qui la vivaient. Au XVIII^e siècle, Montesquieu fut de ceux-là, constatant : « Aujourd'hui, nous recevons trois éducations différentes ou contraires : celle de nos pères, celle de nos maîtres, celle du monde. Ce qu'on nous dit dans la dernière renverse toutes les idées des premières². »

Ces échanges étaient-ils pour autant signe de globalisation au sens actuel du terme ? Il y a cinq cents ans, des plantations entières, en Inde, travaillaient pour l'« exportation », et des potiers syriens revendaient l'ensemble de leurs produits manufacturés aux commerçants qui s'étaient fait une spécialité des allers-retours sur la Route de la soie. Cependant, l'échelle de ces échanges restait limitée à quelques individus ou communautés, et la faillite du potier syrien ne mettait en péril ni l'ensemble du trafic, ni la survie de l'économie d'une région entière participant au système. Avec l'industrialisation et le développement

des moyens de communication terrestres, maritimes et aériens, les échanges ont atteint des proportions nouvelles. D'une part, les usines du Nord sont devenues dépendantes des matières premières à bas prix importées du Sud. D'autre part, les pays producteurs ont commencé à échanger leurs produits manufacturés de manière massive, entraînant, au début du XX^e siècle, un premier mouvement de repli qui s'est traduit par l'instauration de barrières douanières conçues, par chaque pays, comme moyen de protéger ses productions autochtones et les équilibres de sa propre économie. Mais les spéculateurs étaient déjà à l'œuvre et, pour les encourager, Wall Street, la Bourse américaine, avait mis en place un système d'achat d'actions à crédit dans lequel s'engouffrèrent des investisseurs du monde entier. L'éclatement de la « bulle » ainsi créée aboutit au premier krach boursier de l'histoire : en s'effondrant, Wall Street entraîna toutes les autres Bourses et ébranla l'ensemble de l'économie mondiale.

Pourtant, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ce passé semble oublié. La mondialisation connaît alors une nouvelle accélération, mais elle est de plus en plus inégale ; elle se déploie au profit des grandes puissances qui ont gagné la guerre et qui établissent leur hégémonie économique, en même temps que politique, sur la planète. Aux flux des biens s'ajoutent les flux financiers qui se comptent en milliers de milliards de dollars, la spéculation domine le commerce, les multinationales brouillent le paysage en instituant des monopoles qui faussent la concurrence. En 1947, le libre-échange est consacré par le

GATT (« accord général sur les tarifs douaniers et le commerce »), tandis que le FMI (Fonds monétaire international), créé trois ans plus tôt, se donne pour objectif de fixer les règles du jeu monétaire. En 1995, l'OMC (Organisation mondiale du commerce) s'érige en cadre de négociation pour fixer (et développer) les règles du libre-échange. À ce moment, la machine s'est emballée ; la « société-monde », dont tous les rouages s'interpénètrent, est déjà en place en matière financière et économique. Dans ce monde-là, le planteur de cacao ivoirien, l'ouvrier chinois et le col blanc français sont concernés au même titre par le moindre frémissement de la Bourse et des taux de change. En effet, aucun domaine n'échappe à l'appétit des *hedge funds*, ces fonds capitalistiques qui investissent dans un but strictement spéculatif, vendent et achètent pour garantir les meilleurs rendements à leurs investisseurs. Aucune régulation ne vient freiner leur voracité. Immeubles à Manhattan, usines en Inde, terres arables en Afrique : des « bulles » de prix, gonflées de manière totalement artificielle, se créent.

Au début des années 2000, l'éclatement de la bulle Internet aurait pu tenir lieu de signal d'alarme. Ce ne fut pas le cas : les spéculations reprurent de plus belle. En 2007, le dégonflement brutal d'une autre « bulle », celle de l'immobilier américain, toucha de plein fouet les établissements financiers. Il s'agissait en fait d'une crise du crédit : les actionnaires et les managers se sont attribué l'essentiel des profits dégagés par les fabuleux gains de productivité dus à la révolution informatique, aux dépens des salariés qui

n'en ont rien perçu. Le système capitaliste a développé outrancièrement le crédit aux particuliers, le faisant passer pour une sorte de salaire différé. Les ménages surendettés n'ont pas pu honorer leurs traites et, privés de liquidités, rendus insolvable pour certains, ils provoquèrent une crise économique qui, par un effet boule de neige prévisible, affecta l'ensemble de la planète... y compris l'ouvrier chinois, le planteur ivoirien et le col blanc français, ultimes rouages d'une machinerie aux proportions devenues monstrueuses. Le mouvement ne pouvait que s'amplifier. L'intervention des États, l'année suivante, pour tenter de sauver, plus que des établissements bancaires, un système global, a entraîné une déroute encore plus grave, et a déclenché la crise des dettes souveraines : en 2009, le PIB mondial reculait de 2,2 %. Plusieurs pays, dont les États-Unis, entraient en récession, et les Bourses mondiales s'effondraient. À l'automne 2012, nous ne sommes pas encore sortis de cette crise, nous n'avons sans doute même pas atteint son point d'orgue, mais elle aura peut-être servi de catalyseur à une prise de conscience, puisque, y compris parmi les chantres du libéralisme, un ample mouvement appelle désormais à une régulation du système bancaire et financier.

MONDIALISATION DES DROITS DE L'HOMME

La dernière grande mutation planétaire n'est pas liée en tant que telle aux progrès techniques, mais plutôt à la projection à l'échelle mondiale

des valeurs politiques occidentales modernes : les droits de l'homme et la démocratie. On dit que le plus ancien traité portant sur les droits de l'homme serait le « cylindre de Cyrus », cylindre d'argile sur lequel est inscrite une proclamation du roi de Perse, Cyrus II, consécutive à sa prise de Babylone, vers 540 avant notre ère. L'ONU l'a même fait traduire en 1971 dans toutes les langues officielles. De fait, cette proclamation constituait une avancée considérable en reconnaissant des droits, notamment la liberté de culte, aux ressortissants de l'empire, surtout aux habitants de Babylone : les déportés, essentiellement les Juifs, étaient enfin laissés libres de regagner « leurs résidences ». Mais il n'est pas encore question pour autant d'égalité entre tous les individus ; pendant des siècles va d'ailleurs perdurer la conviction profonde que si droits il y a, seuls certains sont concernés : ceux qui, sans conteste, sont des « humains », catégorie dont reste exclue une grande partie de l'humanité. Faut-il rappeler à ce sujet la célèbre controverse qui, en 1550, à Valladolid, en Espagne, opposa, à la demande du pape, le chanoine Sepulveda au dominicain Bartolomeo de Las Casas ? La question, pour l'Église, était de savoir si les Indiens d'Amérique étaient « des créatures de Dieu et nos frères dans la descendance d'Adam, ou, au contraire, des êtres d'une catégorie distincte, ou encore même des sujets de l'Empire du Mal » (propos introductif du légat du pape, 15 août 1550), auquel cas ils étaient assimilables à des machines. À la suite de cette controverse, l'Église reconnut l'humanité des Indiens... et, du

coup, donna son blanc-seing à la traite des Africains, qu'elle qualifia d'« esclaves-nés ». Il faudra attendre 1839 pour que, dans la lettre *In Supremo*, le pape Grégoire XVI condamne la mise en esclavage de tout individu, quel qu'il soit.

C'est sans doute en Amérique qu'a commencé la longue marche des droits de l'homme. De tous les hommes. En 1776, alors que l'Europe continuait de s'interroger sur l'humanité de certains, la Déclaration d'indépendance des États-Unis proclamait que « tous les hommes sont créés égaux ». Quelques années plus tard, en 1789, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen fut votée en France par l'Assemblée constituante. A-t-elle été influencée par la Déclaration d'indépendance américaine, dont elle reprend en son article premier l'idée que « tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » ? Ou bien est-elle simplement issue de l'humanisme des Lumières ? Le débat à ce sujet n'est pas clos. Quoi qu'il en soit, ces déclarations n'ont aboli ni l'esclavage, ni les discriminations. Ce chemin-là, nous n'avons d'ailleurs pas fini de le parcourir. Les avancées sont certes considérables, mais des failles subsistent. Des instances internationales ont été mises en place, servant de recours pour juger et condamner les dictateurs sanguinaires. Leur fonctionnement bat encore de l'aile – celui de la Cour internationale de justice, créée en 1998, qui siège à La Haye, en est encore à ses balbutiements. Néanmoins, aujourd'hui, jusque dans le village le plus reculé d'Afrique ou d'Asie, les individus savent qu'ils ont des droits, même si ceux-ci sont bafoués. Le mouvement semble inéluctable.

C'est l'un des effets les plus spectaculaires de la mondialisation, associée à une diffusion massive des moyens de communication : désormais au courant de ce qui se passe sur le reste de la planète, plus aucun peuple ne souhaite subir le joug de tyrans comme il s'est largement pratiqué depuis des millénaires. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, il était entendu que la démocratie était un fait occidental. Les peuples d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient étaient ignorés du vent de liberté qui avait soufflé sur l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord. Les premières brèches sont apparues dans des pays que l'on aurait crus à jamais voués à l'injustice. En Afrique du Sud, le régime de l'apartheid s'est écroulé à la fin des années 1980. Au même moment, les dictatures militaires d'Amérique du Sud, installées et soutenues par les États-Unis, commencèrent à céder la place à des régimes démocratiques. En 1989, l'effondrement brutal du mur de Berlin ouvre de nouvelles perspectives aux peuples d'Europe de l'Est que l'on en était venu à considérer comme condamnés définitivement à subir la mainmise soviétique. Les États qui gravitaient autour de l'URSS ont été les premiers à s'engouffrer dans la voie démocratique, de manière plus ou moins pacifique comme la Pologne ou l'ex-Tchécoslovaquie, au prix du sang lors de l'éclatement de l'ex-fédération yougoslave. Les anciennes républiques soviétiques ont, pour certaines, réussi à franchir le pas. D'autres se révoltent encore contre des directions autoritaires. Le rêve de liberté et de démocratie a gagné les pays arabes en janvier 2011 quand un pauvre marchand

ambulant s'est immolé à Sidi Bouzid, bourgade tunisienne, déclenchant une révolution populaire qui, trois semaines plus tard, eut raison du dictateur Ben Ali, contraint de fuir son pays. La contagion a été immédiate. D'abord dans les pays arabes dont les populations, en particulier les jeunes, qui suivaient minute par minute l'évolution de la situation en Tunisie sur les chaînes satellitaires, notamment al-Jazeera, se sont à leur tour organisées, *via* Internet, pour prendre d'assaut des régimes qui les tenaient depuis trop longtemps en otages. On connaît la suite de l'histoire : la fin de Moubarak en Égypte, de Kadhafi en Libye, le départ du dictateur yéménite, Ali Abdullah Saleh, l'organisation d'élections relativement libres au Maroc, les massacres sangui- naires en Syrie contre ceux qui réclament à leur tour la liberté. Ce « printemps arabe » connaîtra sans doute des répressions, il finira peut-être même en « automne islamiste ». Il n'en a pas moins débordé les pays arabes. Toujours en 2011, on a vu les Ivoi- riens obtenir des élections libres et le Sénégal chasser démocratiquement le vieux président Wade. On a vu le régime birman s'ouvrir à l'opposition, ne serait-ce que de manière timorée, et lever enfin la chape de plomb qui écrasait depuis deux décennies la célèbre opposante Aung San Suu Kyi, désormais élue par son peuple au Parlement. La Chine reste certes bien éloignée de la démocratie, mais des signes d'ouverture y sont incontestables même s'il ne s'agit que de « soupapes », destinées à calmer des contestations de plus en plus perceptibles. À l'exception de quelques « trous noirs », la majorité

des dirigeants de la planète sont aujourd'hui plus ou moins conscients du fait qu'il ne pourra plus, à moyen terme, exister de sanctuaire pour les dictateurs.